

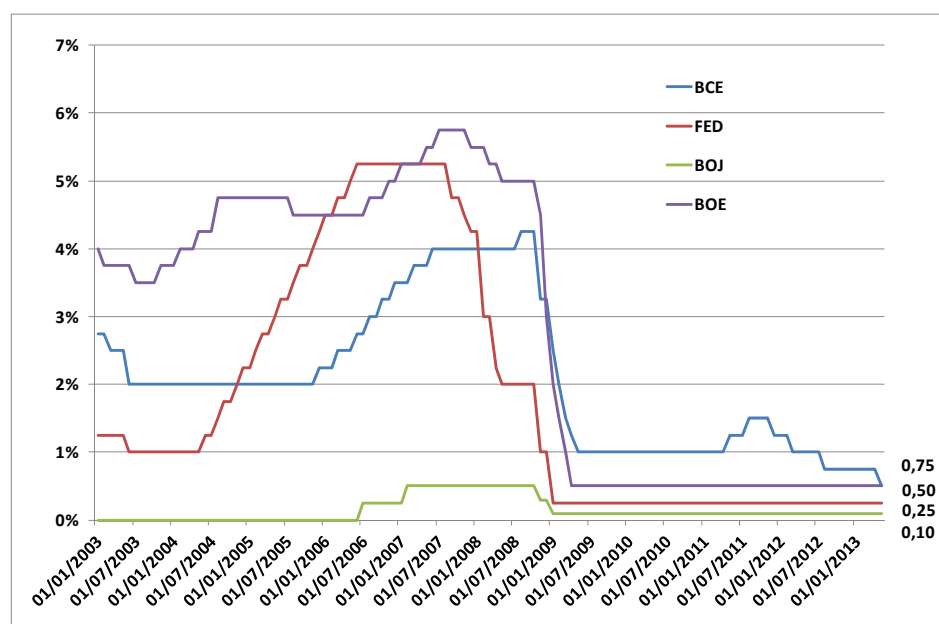
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE baisse ses taux directeurs

Lors de sa réunion du 2 mai 2013 à Bratislava, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 25 points de base, à 0,50 %, et de réduire le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 50 points de base, à 1,00 %, le taux d'intérêt de la facilité de dépôt demeurant inchangé, à 0,00 %. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse que « Ces décisions sont compatibles avec de faibles tensions inflationnistes sous-jacentes à moyen terme. Les anticipations d'inflation pour la zone euro continuent d'être solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. Confirmant ce scénario, les évolutions monétaires et du crédit demeurent atones. Dans le même temps, la morosité du climat des affaires a persisté au printemps de cette année. La baisse des taux d'intérêt devrait contribuer à soutenir les perspectives d'une reprise se produisant plus tard dans l'année » M. Draghi a également indiqué que « Afin de garantir une transmission adéquate de la politique monétaire aux conditions de financement en vigueur dans les pays de la zone euro, il est essentiel de continuer à réduire la fragmentation des marchés du crédit de la zone euro et de renforcer la capacité de résistance des banques quand cela s'avère nécessaire (...). En particulier, le Conseil des gouverneurs insiste sur le caractère crucial du futur mécanisme de surveillance unique (MSU) et d'un mécanisme de résolution unique (MRU) dans le processus de retour vers un système bancaire intégré. Ces deux mécanismes doivent donc être mis en place rapidement ».

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Nouvelle augmentation du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit, fin mars 2013, à 3 224 600, en augmentation de 1,2 % sur un mois en données CVS-CJO (+36 900 personnes). Sur un an, il progresse de 11,5 %. Cette hausse est la 58^e enregistrée depuis mai 2008.

Nouveau record du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'élève à 12,1 % en mars 2013 après 12,0 % en février. Il était de 11,0 % en mars 2012. Les taux de chômage les plus faibles parmi les États membres sont enregistrés en Autriche (4,7 %), en Allemagne (5,4 %) au Luxembourg (5,7 %) et les plus élevés au Portugal (17,5 %), en Espagne (26,7 %) et en Grèce (27,2 % en janvier 2013).

Inflation

Hausse des prix en France au mois de mars

L'INSEE a publié, le 11 avril, l'indice des prix dans la grande distribution. Il en ressort qu'« en mars 2013, l'indice des prix à la consommation (IPC) croît de 0,8 %, après avoir augmenté de 0,3 % en février. Sur un an, il s'accroît de 1,0 % en mars, comme en février. En mars 2013, la hausse des prix provient, pour l'essentiel, de celles des produits manufacturés après la fin des soldes d'hiver et, dans une moindre mesure, de celles de certains services liés aux vacances d'hiver ainsi que de l'augmentation saisonnière des prix des produits frais. *A contrario*, les prix de l'énergie, notamment ceux des produits pétroliers, se sont repliés en mars ».

La hausse des prix dans la zone euro ralentit sensiblement et s'éloigne de la barre des 2 %

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 1,2 % par Eurostat en avril 2013, en baisse par rapport au mois de mars 2013, où il était de 1,7 %. Les prix de l'alimentation, des boissons alcoolisées et du tabac progresseraient le plus fortement (2,9 %), suivis par ceux des services (1,1 %), de l'énergie et des biens industriels (hors énergie).

Asie/Pacifique

Mise en œuvre des nouvelles cibles de la politique monétaire expansionniste du Japon

Le Conseil de politique monétaire (CPM) du 26 avril a annoncé que la Banque du Japon (BoJ) mettrait en œuvre les opérations monétaires nécessaires de manière à ce que la base monétaire progresse de 60-70 trillions de yen en rythme annuel. La BoJ vise un doublement de la base monétaire d'ici la fin de 2014, ce qui devrait permettre une remontée de l'inflation vers sa nouvelle cible de 2 %.

Abaissement de la note souveraine de la Chine

L'agence de notation Fitch Ratings a annoncé le 9 avril avoir abaissé d'un cran la note souveraine de la Chine en yuan, qui passe de AA- à A+. Fitch justifie sa décision par la forte augmentation du crédit bancaire, le poids de l'endettement public, ainsi que l'étroitesse relative de la base fiscale. La note souveraine en devises reste pour sa part inchangée à A+.

Actualité législative

Projet de loi relatif à la consommation

Le projet de loi relatif à la consommation a été présenté en Conseil des ministres le 2 mai 2013. Il vise notamment à mettre en œuvre de nouvelles mesures pour lutter contre le surendettement des ménages. Le crédit renouvelable sera mieux encadré. Le Gouvernement va par ailleurs adresser une demande d'avis au Conseil d'Etat pour préparer un amendement du Gouvernement visant à instaurer un registre national des crédits. Ce registre a pour vocation de responsabiliser le prêteur au moment d'octroyer un nouveau crédit en donnant accès à une vision fidèle et exhaustive des emprunts déjà contractés par le consommateur.

<http://www.gouvernement.fr/gouvernement/consommation>

2 – Actualité régionale

Augmentation des prix de l'énergie aux îles Tonga

La société de production et de distribution d'électricité des îles Tonga a annoncé mi-avril une augmentation drastique de ses tarifs, avec une hausse de plus de 10 %. Selon le Directeur général de la société Tonga Power Ltd, cette élévation des prix s'explique par la hausse constante des prix des carburants fossiles importés pour l'alimentation des groupes électrogènes. Une augmentation particulièrement importante des prix des carburants à la pompe d'environ 20 % a été observée sur l'île principale de Tongatapu comparativement au prix affiché au 3^e trimestre 2012.

Nouveau Président pour la Banque asiatique de développement

Lors de la réunion du Conseil d'administration des Gouverneurs le 28 avril dernier, le japonais Takehiko Nakao a été désigné au poste de Président de la Banque asiatique de développement (ADB). Il succède à l'un de ses compatriotes M.Haruhiko Kuroda et devient le 9^e Président de l'ADB depuis sa création en 1966.

L'ADB est une institution financière multilatérale pour le développement économique et social des pays d'Asie et du Pacifique. Elle est constituée de 67 membres dont 48 de la région Asie-Pacifique.

Une enveloppe d'un montant de 21,57 milliards de dollars US a été inscrite au budget de l'institution pour des subventions ou prêts à taux fixe au bénéfice des pays de la zone Asie-Pacifique.

Promotion des énergies renouvelables en Océanie

Le 6 mai 2013, le Programme Régional Océanien pour l'Environnement (PROE) et le Programme des Nations-Unies ont signé un accord de promotion des énergies renouvelables en Océanie à l'occasion de l'ouverture de la conférence régionale « SIDS DOCK » à Fidji. Financé par le Danemark, le dispositif SIDS DOCK a pour objectif premier de favoriser le développement des énergies renouvelables dans les petits États insulaires en développement (PEID). Ce projet s'inscrit dans une plateforme plus large visant à réduire les émissions des gaz à effet de serre dans les onze pays insulaires du Pacifique.

Sommet des Océania21

Organisé par la Nouvelle-Calédonie, le 1^{er} sommet océanien « Océania 21 Meetings » s'est déroulé du 25 au 27 avril 2013 à la Communauté du Pacifique à Nouméa. Créée il y a à peine un an, suite au sommet de la terre RIO+20, Océania21 conçoit une politique de développement durable qui intègre et préserve la culture et les savoirs traditionnels des populations tout en tirant les meilleurs apports de la modernité et des technologies de pointe.

Les représentants des îles Wallis et Futuna Messieurs Mikaele Kulimoetoke (Président de la Commission des finances) et Atoloto Malau (Chef de service de l'environnement) ont attiré l'attention sur l'importance de la protection et de la gestion des récifs coralliens et écosystèmes pour le développement durable des communautés insulaires.

3 – Brèves locales

Mission du ministère de l'agriculture

Du 20 avril au 1^{er} mai, M. Jean-Pierre Bastié, conseiller pour l'Outre-mer du ministère de l'Agriculture, était en mission sur le Territoire afin de faire le point sur l'état de développement du secteur primaire à Wallis et à Futuna, tout en appréhendant les spécificités du Territoire. L'objectif de la mission est d'élaborer un plan d'action pluriannuel de développement et de structuration du secteur primaire. À cet effet, M. Bastié a rencontré l'ensemble des personnes impliquées dans la filière (exploitants, représentants administratifs, autorités coutumières). Il a également eu des échanges avec les intervenants dans le domaine de la formation agricole.

Ouverture de la Maison de l'artisanat de Wallis-et-Futuna

Le 5 avril dernier, le Conseil territorial des Femmes (CTF) a inauguré l'ouverture de la Maison de l'artisanat à Nouméa, en présence de M. Harold Martin, Président du gouvernement néo-calédonien et de Mme Nivaleta Iloai, Présidente de l'Assemblée territoriale de Wallis-et-Futuna. Située au centre-ville, la boutique propose des produits artisanaux tels que tapas, éventails, colliers et autres costumes traditionnels, tous confectionnés par des femmes artisanes vivant à Wallis-et-Futuna, lesquelles devraient récolter la totalité du fruit de la vente. Pour mémoire, un local a été mis à la disposition de Wallis-et-Futuna dans le cadre de l'Accord particulier du 13 janvier 2012 entre l'État, la Nouvelle-Calédonie et le Territoire. Le fonctionnement et l'équipement de la structure sont assurés au moyen d'une subvention de l'Assemblée territoriale accordée le 5 février, pour un montant de 3,5 millions de F CFP.

Climat des affaires

Selon une enquête réalisée ce trimestre auprès d'un panel de chefs d'entreprise du Territoire, il ressort que l'activité est jugée stable. L'émigration de la population serait un frein structurel à l'activité économique locale. L'appréciation des devises étrangères, parallèlement à l'accroissement du prix des hydrocarbures, pèserait sur le coût des approvisionnements et impacterait sensiblement le niveau des prix (l'IPC s'établit à +3,8 % au 31 mars 2013). Les entreprises du secteur du BTP sont confiantes quant au niveau d'activité de l'année en cours mais affichent quelques inquiétudes sur l'exercice suivant.

Coopération entre Tonga et Wallis et Futuna

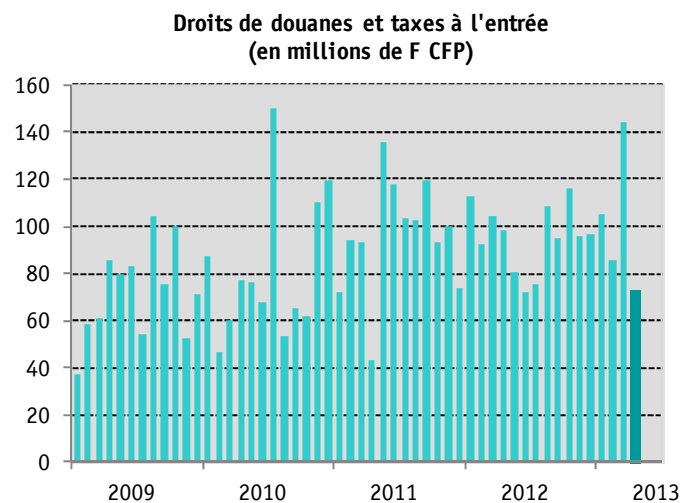
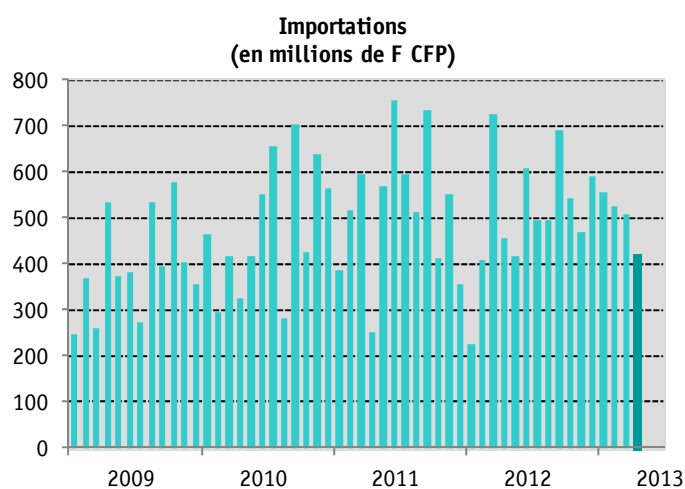
Le Territoire des îles Wallis et Futuna a reçu fin avril une délégation de 7 personnes des îles Tonga dont M. Sosefo Fe'aoemoeta Vakata Ministre des entreprises publiques. Cette visite d'une quinzaine de jours, outre une prise de contact avec les autorités locales, visait à établir un dialogue en vue d'une coopération économique dans les domaines des transports maritimes et d'échanges de produits entre les îles.

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an	
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)			1T 13	115,22	-	3,8%
SMIG mensuel en XPF			avr-13	87 400	-	3,0%
Nombre d'emplois salariés			déc-12	2 087	-	3,0%
Échanges extérieurs (millions de XPF)						
Importations	mensuelles	avr-13	419	-17,2%	-7,7%	
	cumulées	avr-13	2 005	-	10,5%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	avr-13	73	-49,5%	-26,0%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	avr-13	408	-	0,0%	
Taxes intérieures de consommation	cumulées	avr-13	139	-	-12,2%	

SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	mars-13	1 497	4,7%	-10,4%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	mars-13	597	7,4%	-13,8%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	mars-13	156	13,1%	-13,0%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	mars-13	nc	-	-
	cumulé	mars-13	nc	-	-
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	mars-13	nc	-	-
	cumulé	mars-13	nc	-	-
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	avr-13	4	33,3%	33,3%
	cumulées	avr-13	16	-	23,1%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	avr-13	18	-28,0%	28,6%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPP, Aviation civile
nc : non communiqué

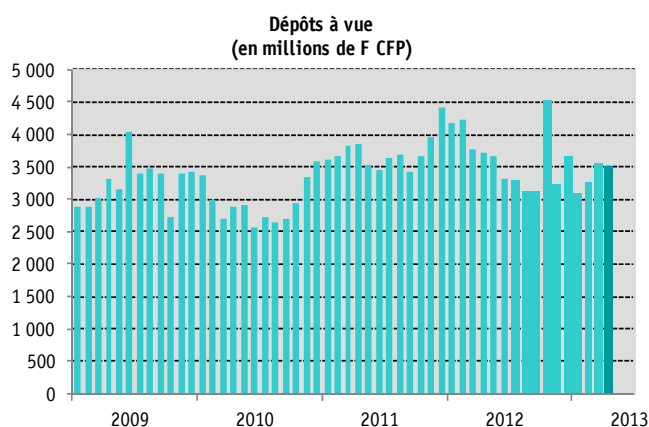
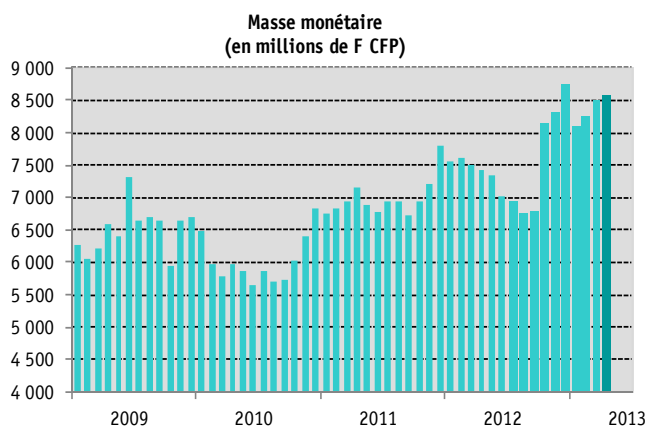


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Croissance de la masse monétaire

en millions de F CFP	avr-12	mars-13	avr-13	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 164	2 118	2 158	1,9%	-0,3%
Dépôts à vue	3 713	3 545	3 514	-0,9%	-5,4%
Total M1	5 877	5 663	5 672	0,2%	-3,5%
M2-M1	565	532	504	-5,2%	-10,7%
Total M3	7 426	8 510	8 590	0,9%	15,7%

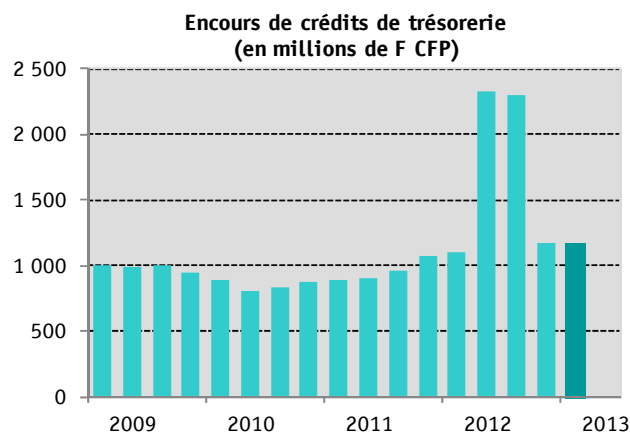
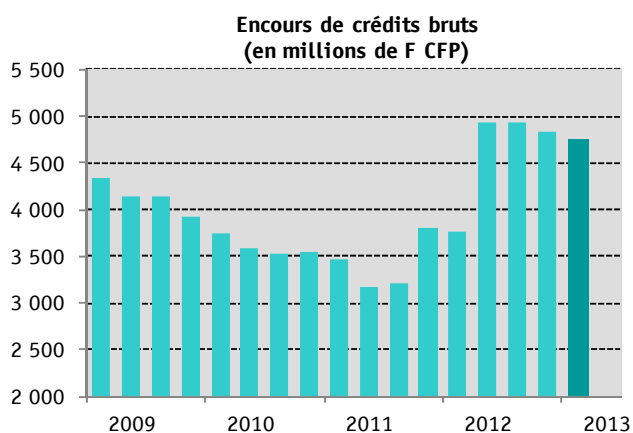


Concours de caractère bancaire

Hausse des crédits à l'équipement*

en millions de F CFP	mars-11	mars-12	mars-13	▲/an
Crédits de trésorerie	890	1 104	1 169	6,0%
Crédits à l'équipement	1 202	1 489	2 323	56,0%
Crédits à l'habitat	341	435	467	7,2%
Autres crédits	269	230	324	40,7%
Total encours sain	2 703	3 258	4 283	31,5%
Créances douteuses brutes	774	514	473	-7,8%
Total encours brut	3 477	3 772	4 757	26,1%

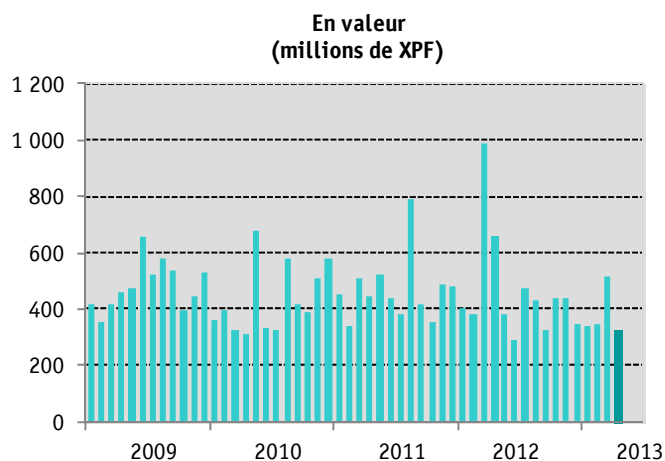
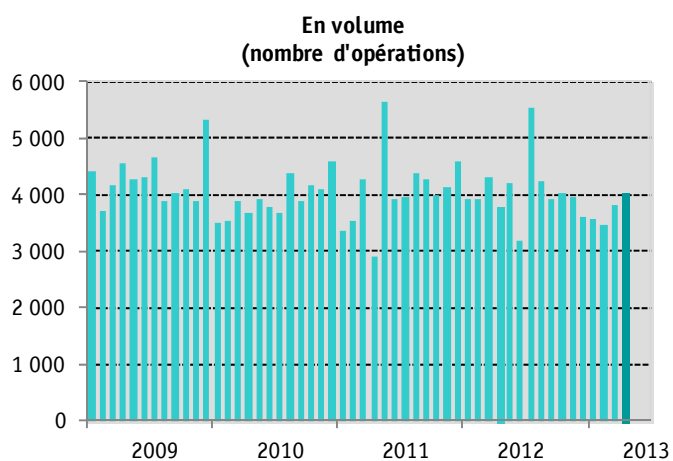
*Intégration des concours d'un établissement (1,09 milliard de F CFP) qui n'était pas repris antérieurement.



Compensation

Augmentation des opérations de compensation en nombre

	avr-12	mars-13	avr-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 786	3 820	4 031	14 872	5,5%	6,5%
Compensation (en millions de CFP)	658	518	323	1 530	-37,7%	-51,0%



Incidents bancaires

Des incidents bancaires toujours en hausse

en nombre	avr-12	mars-13	avr-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	66	54	73	238	35,2%	11%
Retraits de cartes bancaires	1	0	4	12	-	300,0%

Interdits bancaires

Diminution du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	avr-12	mars-13	avr-13	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	415	393	372	-5,3%	-10,4%
- dont personnes physiques	402	382	362	-5,2%	-10,0%
- dont personnes morales	13	11	10	-9,1%	-23,1%

Cotation

Accroissement du nombre de cotes éligibles sur l'année

en nombre	avr-12	mars-13	avr-13	▲/mois	▲/an
Cotes valides	35	45	45	0,0%	28,6%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	8	17	17	0,0%	112,5%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	2013	▲/an
Indicateurs économiques					
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	1T	106,07	111,02	115,22	3,8%
Entreprises					
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	avril	10	13	10	-23,1%
importations de biens d'équipement (M XPF)	avril	316	226	331	46,2%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	avril	16	11	32	-
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	avril	3	3	14	366,7%
Ménages					
emploi salarié (nb)	décembre	2 027	2 087	-	3,0%
dont secteur privé	décembre	841	841	-	0,0%
dont secteur public	décembre	1 186	1 246	-	5,1%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	avril	486	502	517	3,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	avril	379	402	362	-10,0%
décision retrait cartes bancaires	avril	2	1	4	300,0%
incidents paiements sur chèques	avril	39	66	73	10,6%
importations de produits alimentaires (M XPF)	avril	468	383	523	36,4%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	avril	252	279	252	-9,7%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	avril	98	123	108	-12,1%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	avril	6	11	4	-63,6%
Échanges extérieurs en millions de XPF					
importations	avril	1 749	1 814	2 005	10,5%
exportations	avril	-	-	-	-
recettes douanières	avril	430	571	551	-3,6%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée (millions de XPF)	avril	303	408	408	0,0%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	avril	123	158	139	-12,2%
Indicateurs financiers					
La masse monétaire					
Dépôts à vue	avril	3 859	3 713	3 514	-5,4%
M1	avril	5 947	5 877	5 672	-3,5%
M2	avril	6 566	6 442	6 176	-4,1%
Dépôts à terme	avril	583	983	2 414	145,5%
M3	avril	7 149	7 426	8 590	15,7%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues					
Ménages	mars	1 253	1 420	1 533	7,9%
<i>dont crédits à la consommation</i>	mars	911	1 121	1 192	6,3%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	mars	341	299	341	14,0%
Entreprises	mars	1 051	1 486	2 466	65,9%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	mars	112	71	81	14,8%
<i>dont crédits d'investissement</i>	mars	896	1 216	2 084	71,3%
Collectivités locales	mars	306	273	240	-12,2%
Autres agents et CCB non ventilés	mars	94	79	45	-43,6%
créances douteuses brutes	mars	774	514	473	-7,8%
taux de créances douteuses	mars	22,3%	13,6%	10,0%	-3,6 pt
Ensemble des actifs financiers					
Ménages	mars	3 036	3 023	3 022	-0,1%
<i>dont assurances-vie</i>	mars	923	919	953	3,7%
Sociétés	mars	1 434	1 860	1 640	-11,8%
Autres agents	mars	3 886	3 678	3 886	5,7%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	02/05/2013
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,50%	02/05/2013
taux de la facilité de prêt marginal	1,00%	02/05/2013

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	24/07/2012	0,75%	3,50%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	4,55% à 5,00% (Taux SGFGAS à partir du 01/12/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	24/07/2012	1,50%	
taux de l'escompte de chèques	24/07/2012	1,50%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	30/04/2013	31/03/2013	Var. M-1
EONIA	0,1020%	0,1120%	- 0,010 pt
EURIBOR 1 mois	0,1160%	0,1170%	- 0,001 pt
EURIBOR 3 mois	0,2070%	0,2110%	- 0,004 pt
EURIBOR 6 mois	0,3150%	0,3350%	- 0,020 pt
EURIBOR 12 mois	0,5100%	0,5470%	- 0,037 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		

taux d'intérêt légal

	taux	JORF
année 2013	0,04%	01/03/2013
année 2012	0,71%	08/02/2012

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	30/04/2013	31/03/2013	Var. M-1
TEMPE	0,8190%	0,0702%	+ 0,749 pt
EURIBOR 1 mois	0,1180%	0,1180%	+ 0,000 pt
EURIBOR 3 mois	0,2090%	0,2070%	+ 0,002 pt
EURIBOR 6 mois	0,3240%	0,3300%	- 0,006 pt
EURIBOR 12 mois	0,5290%	0,5460%	- 0,017 pt
TMO	2,1000%	2,3100%	- 0,210 pt
TME	1,9000%	2,1100%	- 0,210 pt
TRBOSP	2,0200%	2,2700%	- 0,250 pt

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO: taux moyen des obligations publiques
 (source: CDC)
 TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme
 (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé
 (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	30/04/2013	31/03/2013	28/02/2013	30/04/2013	31/03/2013	28/02/2013	30/04/2013	31/03/2013	28/02/2013
taux JJ	0,220%	0,180%	0,150%	0,106%	0,096%	0,094%	0,442%	0,600%	0,460%
3 mois	0,400%	0,430%	0,420%	0,156%	0,161%	0,161%	0,570%	0,610%	0,600%
10 ans emprunts phares	1,660%	1,870%	1,890%	0,600%	0,520%	0,670%	1,650%	1,770%	1,970%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er avril 2013)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,09%
Prêts à taux fixe	5,43%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,75%
Prêts à taux variable	5,01%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	5,29%
Prêts-relais	5,55%	Découverts en compte (1)	13,37%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,03%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 357 995 XPF	20,29%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	16,25%	Découverts en compte (1)	13,37%
Prêts d'un montant supérieur ou égal à 715 990 XPF	11,48%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	91,2881	1 NZD/XPF	78,1376	1 HKD/XPF	11,7624	1 GBP/XPF	141,3381	
100 JPY/XPF	93,7038	1 AUD/XPF	94,3409	1 SGD/XPF	73,9904	100 VUV/XPF	97,1774	1 FJD/XPF	50,9573